

## Points clés

**La COP27 doit entériner** l'accès à un soutien financier renouvelé et supplémentaire pour faire face aux pertes et préjudices causés par le changement climatique dans les pays en développement.

**Vu l'insuffisance des** efforts d'atténuation, l'impact du changement climatique reste inchangé : la COP27 doit donc recentrer ses efforts sur l'adaptation au changement climatique, notamment en faisant progresser l'Objectif mondial d'adaptation.

**Les pays développés** doivent combler l'arriéré dans le versement des 100 milliards de dollars US annuels promis aux pays en développement pour lutter contre le changement climatique, et veiller à ce que le prochain objectif soit défini sur la base des besoins réels.

**Pour évaluer les progrès** accomplis dans la réalisation des objectifs de l'accord de Paris, le bilan mondial doit prendre en compte et refléter l'ampleur des pertes et préjudices ainsi que les efforts déployés pour y remédier.

## Répondre à une crise qui empire : les attentes des PMA pour la COP27

Ce briefing présente les priorités des Pays les moins avancés (PMA) pour la COP27. Dans la période de bouleversements politiques et économiques que nous traversons, la COP27 doit parvenir à focaliser l'attention planétaire sur l'aggravation de crise climatique. Le groupe des PMA attend des progrès substantiels dans les domaines suivants : de nouveaux financements supplémentaires pour répondre aux pertes et préjudices, et des précisions tant sur le mode de fonctionnement du réseau de Santiago sur les pertes et préjudices que sur la gouvernance du Mécanisme international de Varsovie (WIM). L'adaptation doit également être au cœur des négociations de la COP27. Les PMA attendent des orientations concrètes par rapport à l'Objectif mondial d'adaptation, ainsi qu'un plan de mise en œuvre pour au moins doubler le financement de l'adaptation, engagement pris lors de la COP26. Ils exigeront des pays développés que ceux-ci tiennent leurs promesses en matière de financement climatique, et demanderont aux parties de veiller à ce que le bilan mondial fournisse une juste évaluation des progrès accomplis, afin d'obliger les gouvernements à accélérer leurs plans d'action en faveur du climat.

Trois ans après le début de la pandémie de COVID-19, avec toutes ses conséquences, le monde est confronté à une crise énergétique exacerbée par l'offensive russe contre l'Ukraine. Dans le même temps, la crise climatique s'aggrave. Les projections pour les émissions de CO<sub>2</sub> générées par les infrastructures de combustibles fossiles (existantes et prévues) prédisent un réchauffement de plus de 1,5°C. On continue malgré cela à planifier de nouvelles exploitations.<sup>1</sup> Même si le Pacte de Glasgow pour le climat demandait aux parties de renforcer cette année leurs objectifs à l'horizon 2030 en actualisant leurs Contributions déterminées au niveau national (CDN), seuls 18 pays ont revu leurs ambitions – et pas forcément à la hausse.<sup>2</sup> Le monde est bien loin d'atteindre les objectifs fixés

à Paris, ce qui est l'équivalent d'une condamnation à mort pour les communautés vulnérables.

Au cours des 30 années qui ont suivi la création de la CCNUCC, l'action en faveur du climat a été d'une lenteur destructrice, autorisant une augmentation constante des émissions mondiales de gaz à effet de serre. Cela a considérablement accru les besoins et les coûts d'adaptation et déjà entraîné des pertes et préjudices irréversibles.<sup>3</sup> La réponse mondiale aux impacts désormais inévitables du changement climatique doit être la grande priorité lors de la COP27.

Les ministres issus des PMA ont exposé leurs priorités communes pour la COP27 dans la « Déclaration ministérielle de Dakar du groupe des Pays les moins avancés sur le changement

climatique».<sup>4</sup> Le présent briefing passe en revue quelques-unes de leurs demandes clés.

## Traiter les pertes et les préjudices

Le changement climatique causé par l'homme provoque des pertes et des préjudices, dont

certains sont irréversibles. Les actions à court terme pour limiter le réchauffement à 1,5°C peuvent réduire considérablement les pertes et préjudices, mais sans tous les éviter. Les activités d'adaptation ne peuvent prévenir les pertes et les préjudices que dans

une certaine mesure ; certaines limites de l'adaptation sont d'ailleurs déjà en train d'être atteintes.<sup>3</sup> Si l'atténuation du changement climatique et l'adaptation à ses effets restent essentielles, elles ne sont plus suffisantes. Il est désormais nécessaire de s'attaquer également aux pertes et préjudices.

Lors de la COP27, le groupe des PMA espère obtenir trois résultats essentiels en matière de pertes et préjudices :

- **Des financements nouveaux et supplémentaires pour faire face aux pertes et préjudices.** L'octroi d'un soutien financier pour faire face aux pertes et préjudices reste une question très controversée. Lors de la COP26, le Groupe des 77 et de la Chine (G77+Chine) ont appelé à la création d'un dispositif de financement pour les pertes et préjudices. Les pays développés se montrant réticents, la décision de la COP26 a consisté à lancer un « Dialogue de Glasgow » sur trois ans, qui a débuté à Bonn en juin de cette année. L'issue de ce dialogue restant incertaine, le G77+Chine a proposé d'inscrire « les questions sur les dispositions financières pour faire face aux pertes et préjudices » à l'ordre du jour de la COP27, un élément qui a été ajouté au calendrier provisoire.<sup>5</sup>

Disposer d'un espace consacré aux discussions sur le financement des pertes et préjudices revêt une importance cruciale pour les PMA et les autres pays en développement. Même si ce sujet reste controversé, on s'attend à ce que la COP27 crée un dispositif de financement pour les pertes et préjudices.

- **La mise en œuvre du réseau de Santiago pour les pertes et préjudices.** Le réseau de Santiago a été créé lors de la COP25 pour mobiliser l'assistance technique aux pays en développement afin d'éviter, d'atténuer et de traiter les pertes et les préjudices. Les

six fonctions du réseau ont été énoncées à Glasgow,<sup>6</sup> mais les dispositions institutionnelles permettant de les remplir n'ont pas encore été décidées.

Lors de la COP27, les parties devront s'entendre sur la façon dont le réseau assurera ses fonctions. Les parties devront décider de sa structure, de son siège, de l'organe chargé de la supervision de ses activités, de son financement et des modalités de demande de soutien de la part du réseau. Renforcer le soutien pour faire face aux pertes et préjudices est crucial pour le groupe des PMA. Aussi, celui-ci souhaite que ce réseau soit doté d'une structure robuste, avec des ressources financières et humaines adéquates pour le mandat qui lui est confié. Sa mission comprend notamment l'identification et la communication des besoins et priorités en matière d'assistance technique, ainsi que la mise en relation proactive des pays à la recherche d'une assistance technique avec les prestataires compétents.

Le secrétariat du réseau se situera vraisemblablement en dehors du périmètre de la CCNUCC : il faudra donc qu'un organe de gouvernance, doté de l'expertise et des capacités souhaitées pour donner des orientations et veiller à ce que le secrétariat remplisse bien ses fonctions, assure la supervision de ce dernier.

- **La double gouvernance du mécanisme international de Varsovie pour les pertes et préjudices (WIM).** Le désaccord persistant sur la gouvernance du WIM sera probablement un point d'achoppement lors de la COP27. Pour le groupe des PMA, il est essentiel que le mécanisme du WIM puisse rester sous la double gouvernance de la CCNUCC et de l'accord de Paris. En effet, l'accord de Paris a certaines limitations dans le domaine des pertes et préjudices, notamment en raison d'une décision qui l'accompagne et qui exclut potentiellement la possibilité de financer les pertes et préjudices.<sup>7</sup>

Le WIM a vu le jour en 2013 dans le cadre de la COP.<sup>8</sup> Il est donc régi par la COP. L'accord de Paris de 2015, aux termes de l'article<sup>8</sup> consacré aux pertes et préjudices, prévoit « qu'il [le WIM] est soumis à l'autorité et aux orientations de [l'accord de Paris] ».<sup>9</sup> Si cette disposition place la gouvernance du WIM sous l'égide de l'accord de Paris, elle n'exclut pas ni ne prend le pas sur la modalité préexistante de gouvernance par la COP. Le groupe des PMA espère que les décisions portant sur les pertes et préjudices soient prises conjointement par la COP et l'accord de Paris lors de la COP27, réaffirmant ainsi la double gouvernance du WIM.

*Lors de la COP27, l'accent doit être mis sur la gestion des impacts de la crise climatique, qui sont désormais inévitables*

## L'Objectif mondial d'adaptation

En règle générale, l'adaptation fait l'objet de moins d'attention et de financements que l'atténuation. Suite à des demandes constantes, sur plusieurs années, de la part des pays en développement, l'accord de Paris a établi l'Objectif mondial d'adaptation (OMA) afin d'améliorer la capacité d'adaptation, de renforcer la résilience et de réduire la vulnérabilité liée au changement climatique. L'OMA a été créé pour apporter une réponse efficace en matière d'adaptation et pour promouvoir le développement durable, en particulier dans les pays en développement vulnérables.

Cependant, lors des six années qui ont suivi, il n'y a pas eu de convergence de vues sur l'OMA et sa mise en œuvre. Le lancement du programme de travail de Glasgow-Sharm El-Sheikh (GlaSS) sur l'OMA, lors de la COP26,<sup>10</sup> a été une première étape importante. Le GlaSS est conçu comme un processus d'apprentissage itératif qui offre une fenêtre de deux ans aux pays pour définir un objectif et mener des discussions structurées sur l'OMA.

Pour la COP27, les priorités du groupe des PMA en matière d'adaptation sont les suivantes :

- **Faire progresser le programme d'adaptation.** Pour que la COP27 puisse déboucher sur un résultat acceptable par rapport à l'OMA, le GlaSS doit utiliser efficacement les ateliers mandatés disponibles. Lors de la COP27, le groupe des PMA réclamera davantage de volonté politique et d'action, en particulier de la part des pays développés, pour soutenir la préparation et la mise en œuvre des plans nationaux d'adaptation des PMA. Pour les PMA, il est également essentiel que des progrès substantiels soient accomplis dans le domaine de l'OMA, afin que celui-ci reflète les réalités sur le terrain, qu'il soit déterminé au niveau national et soit pertinent à l'échelle locale.
- **Veiller à ce que l'OMA ne soit pas un fardeau pour les pays en développement.** Lors de la COP27 (et au-delà), les PMA continueront à souligner que les Communications sur l'adaptation<sup>11</sup> jouent un rôle important en fournissant les informations nécessaires pour l'OMA et le bilan mondial. En ce qui concerne le rapportage, il n'y a pas lieu d'introduire des systèmes et des exigences supplémentaires, car cela imposerait une surcharge aux ressources déjà limitées des PMA.
- **Veiller à ce que les résultats soient pris en compte dans l'OMA lors de la COP28.** La

COP27 doit déboucher sur des résultats concrets dans le domaine de l'OMA, car ces derniers constitueront une contribution essentielle au bilan mondial

## Financement de l'action climatique

Un renforcement du financement climatique est crucial pour atteindre les objectifs de l'accord de Paris. Lors de la COP26, il a été confirmé que l'engagement de mobiliser 100 milliards de dollars par an à l'horizon 2020 (engagement qui remonte à 12 ans) n'a pas été tenu.<sup>12</sup> Cela a représenté une grande déception pour les pays en développement : en effet, les coûts réels à engager pour faire face à la crise climatique sont beaucoup plus élevés. Pour les seuls PMA, le simple coût de mise en œuvre de leurs CDN a été estimé à 93,7 milliards de dollars par an. Ce chiffre est probablement sous-estimé et ne tient pas compte de l'augmentation des coûts d'adaptation et de traitement des pertes et préjudices.<sup>13</sup>

En 2015, les parties ont convenu de fixer un nouvel objectif quantifié collectif (NCQG) pour le financement climatique, en tenant compte des besoins et des priorités des pays en développement.<sup>14</sup> Les délibérations sur ce nouvel objectif sont en cours et devraient déboucher en 2024 : c'est la première fois qu'un objectif de financement climatique est fixé de manière multilatérale, dans le cadre de dialogues ouverts, inclusifs et transparents.

Lors de la COP27, le groupe des PMA réclamera :

- **La réalisation des engagements et des promesses historiques.** Cela englobe notamment l'engagement à fournir 100 milliards de dollars par an et à combler le déficit des trois dernières années. Pour éviter une nouvelle désillusion telle que celle de « l'objectif de 100 milliards de dollars », les pays développés doivent également annoncer des plans transparents quant à l'engagement pris lors de la COP26 de doubler le financement de l'adaptation d'ici 2025 : c'est d'autant plus nécessaire lorsque l'on considère à quel point ils semblent être loin de respecter cet engagement.<sup>15</sup>
- **La prise en compte des besoins réels des pays en développement dans le NCQG.** Contrairement à la nature purement politique de l'objectif de 100 milliards de dollars, le NCQG doit être guidé par la science et les données : celles-ci permettent d'identifier les besoins des pays en développement en matière d'atténuation climatique, mais aussi d'orienter la transition vers des pistes de développement à faible empreinte carbone, l'adaptation aux



inévitables impacts climatiques et pour faire face aux pertes et préjudices. Le NCQG doit également être évolutif pour pouvoir s'adapter à l'aggravation de la crise climatique.

## Le bilan mondial

Le bilan mondial de l'accord de Paris est un processus d'évaluation des progrès collectifs réalisés en vue d'atteindre l'objet de l'accord et ses objectifs à long terme. Par les informations qu'il apporte, ce bilan mondial quinquennal est conçu pour relever le niveau d'ambition mondial et permettre aux pays d'orienter leurs futures CDN. Le premier dialogue technique, qui s'est tenu lors de la 56<sup>e</sup> session des Organes subsidiaires de la CCNUCC, a proposé des contributions constructives qui ont permis d'alimenter le premier bilan mondial. Néanmoins, tous les éléments de l'accord de Paris dont la mise en œuvre doit faire l'objet d'un suivi n'ont pas généré la même attention.

Lors du second dialogue technique, pendant la COP27, il sera crucial de passer en revue tous les éléments de l'accord de Paris. Le bilan mondial pourra ainsi faire le point sur les progrès réalisés en matière : d'atténuation, d'adaptation, de prise en compte des pertes et préjudices, de fourniture de financements et autres soutiens, et de prise en compte de l'équité. Un espace doit être ménagé pour recueillir toutes les données pertinentes nécessaires à cette évaluation, en particulier en ce qui concerne les éléments pour lesquels les données numériques sont les moins disponibles.

Parallèlement au dialogue technique, les parties doivent s'efforcer de parvenir à des conclusions fortes pour ce premier bilan mondial. Ce bilan doit être une évaluation sincère et claire des progrès accomplis à l'échelle mondiale dans la poursuite des objectifs de l'accord de Paris. Il doit obliger les

gouvernements à revoir leurs ambitions à la hausse dans tous les domaines de l'action et du soutien climatique, pour faire en sorte que la prochaine série de CDN comble les lacunes existantes.

## Réaliser les objectifs de l'Accord de Paris et de la Convention

La CCNUCC a été signée il y a 30 ans. Cependant, les émissions continuent de croître et les impacts de la crise climatique s'aggravent, dévastant les vies de centaines de millions de personnes, en particulier dans les pays les plus vulnérables. Cette crise mondiale exige une réponse mondiale qui n'oublie personne en chemin.

Lors de la COP27, l'accent doit être mis sur la gestion des impacts de la crise climatique, qui sont désormais inévitables. Pour protéger la vie et les moyens de subsistance des populations vulnérables, il faudra intensifier considérablement les efforts d'adaptation et remédier aux pertes et préjudices inévitables. Cela ne sera pas possible sans un financement climatique beaucoup plus important que celui qui a été fourni jusqu'à présent. Les niveaux de progrès doivent être reflétés de manière claire et précise dans le premier bilan mondial, qui doit conduire les pays à combler ces lacunes dans leurs prochaines CDN. La COP27 ne sera pas une réussite si elle ne répond pas pleinement aux besoins des Pays les moins avancés.

### Camilla More, Lina Yassin et Hafij Khan

Camilla More est chercheuse au sein du Groupe pour le changement climatique de l'IIED. Lina Yassin est chercheuse au sein du Groupe pour le changement climatique de l'IIED. Hafij Khan est le co-coordonateur des Pertes et préjudices pour le groupe des PMA lors des négociations de la CCNUCC.

Nous remercions Binyam Yakob Gebreyes, chercheur senior au sein du groupe Changement climatique de l'IIED, pour ses contributions et ses perspectives.



## Knowledge Products

L'IIED (International Institute for Environment and Development) promeut le développement durable en établissant le lien entre les priorités locales et les défis mondiaux. Nous aidons les personnes les plus vulnérables de la planète à faire entendre leur voix lors des prises de décision.

### Contact

Camilla More  
camilla.more@iied.org

Lina Yassin  
lina.yassin@iied.org

Third Floor, 235 High Holborn  
Londres, WC1V 7DN  
Royaume-Uni

Tél. : +44 (0)20 3463 7399  
www.iied.org

L'IIED sera heureux de recueillir vos réactions sur :  
@IIED et  
www.facebook.com/theiied

ISBN 978-1-83759-009-4

Cette publication a été réalisée avec le généreux soutien d'Irish Aid et de Sida (Suède).



**Irish Aid**  
Rialtas na hÉireann  
Government of Ireland



**Sida**

## Notes

<sup>1</sup> GIEC (2022) Climate Change 2022: Mitigation of Climate Change. Contribution of Working Group III to the Sixth Assessment Report of the Intergovernmental Panel on Climate Change. www.ipcc.ch/report/sixth-assessment-report-working-group-3 / <sup>2</sup> CCNUCC, NDC Registry. https://unfccc.int/NDCREG / <sup>3</sup> GIEC (2022) Climate Change 2022: Impacts, Adaptation, and Vulnerability. Contribution of Working Group II to the Sixth Assessment Report of the Intergovernmental Panel on Climate Change. www.ipcc.ch/report/sixth-assessment-report-working-group-ii / <sup>4</sup> LDC Climate Change, Déclaration Ministérielle de Dakar du Groupe des Pays les Moins Avancés sur le Changement Climatique, 2022. www ldc-climate.org/press\_release/declaration-ministeriel-de-dakar-du-groupe-des-pays-les-moins-avances-de-dakar-sur-le-changement-climatique-2022 / <sup>5</sup> CCNUCC, COP 27. https://unfccc.int/event/cop-27#eq-20 / <sup>6</sup> CCNUCC (2021) Décisions 17/CP.26, 1/CMA.3 et 19/CMA.3. / <sup>7</sup> CCNUCC (2015) Décision 1/CP.21 [51]. / <sup>8</sup> CCNUCC (2013) Décision 2/CP.19. / <sup>9</sup> CCNUCC (2015) Accord de Paris, Article 8.2. / <sup>10</sup> CCNUCC (2021) Décision 7/CMA.3. / <sup>11</sup> Les communications sur l'adaptation ont été établies par : CCNUCC (2015) Article 7, paragraphes 10,11 de l'Accord de Paris. https://unfccc.int/sites/default/files/english\_paris\_agreement.pdf / <sup>12</sup> Présidence britannique de la COP26 (2021) Climate Finance Delivery Plan: Meeting the US\$100 billion goal. https://ukcop26.org/wp-content/uploads/2021/10/Climate-Finance-Delivery-Plan-1.pdf / <sup>13</sup> Rai, N, Soanes, M, Norton, A, Anderson, S, Steele, P, Tenzing, J et MacGregor, J (2015) A fair climate deal in Paris means adequate finance to deliver INDCs in LDCs. IIED, Londres. pubs.iied.org/17333iied / <sup>14</sup> CCNUCC (2015) Décision 1/CP.21 [53]. / <sup>15</sup> Shakya, C et Barnes, J (2022) Fair share of adaptation finance in 2025. IIED, Londres. pubs.iied.org/20976iied

Télécharger le pdf sur [iied.org/fr/21137iied](https://iied.org/fr/21137iied)



This content downloaded from 77.98.111.149 on Wed, 12 May 2022 12:02:39 UTC  
All use subject to <https://about.jstor.org/terms>

Les publications de l'IIED peuvent être partagées et republiées conformément à la licence publique internationale 4.0 Creative Commons Attribution-NonCommercial-NoDerivatives (CC BY-NC-ND 4.0). Pour plus d'informations, visitez le site [www.iied.org/about-publications](https://www.iied.org/about-publications)